

Note

Session 2010-2011

Chambre des représentants

Documents. — Projet de loi, 53–518/1. — Rapport fait au nom de la Commission, 53–518/2. — Texte adopté par la Commission, 53–518/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53–518/5.

Sénat

Documents. — Projet transmis par la Chambre, 5–614/1. — Rapport fait au nom de la Commission, 5–614/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 5–614/3.

Nota

Zitting 2010-2011

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. — Wetsontwerp, 53–518/1. — Verslag namens de Commissie, 53–518/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, 53–518/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53–518/5.

Senaat

Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer, 5–614/1. — Verslag namens de Commissie, 5–614/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 5–614/3.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 676

[C – 2011/14036]

20 JANVIER 2011. — Loi portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de la Convention

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, il faut entendre par :

1° accord de coopération : l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996;

2° convention : la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996.

Art. 3. Les dispositions du contrat d'affrètement ou du contrat de transport qui modifient la ventilation des coûts reprises à l'article 8 de la convention sont nulles.

Art. 4. Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des obligations de l'Etat fédéral découlant de la convention notamment celles énumérées à l'article 4 de l'accord de coopération.

Art. 5. § 1^{er}. Les infractions aux dispositions de la convention, de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six à mille euros, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à ces infractions.

§ 2. Toutefois, sans préjudice de l'article 56 du Code pénal, la peine ne pourra, en cas de récidive dans les deux ans à partir de la condamnation, être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement du chef de la même infraction.

Art. 6. § 1^{er}. Lors de la constatation d'une des infractions visées à l'article 5, il peut, si le fait n'a pas causé de dommage à autrui et moyennant l'accord de l'auteur de l'infraction, être perçu une somme, soit immédiatement, soit dans un délai déterminé par le Roi.

Le montant de cette somme qui ne peut être supérieur au maximum de l'amende prévue pour cette infraction, majoré des décimes additionnels, ainsi que les modalités de perception, sont fixés par le Roi.

§ 2. Le paiement éteint l'action publique, sauf si le ministère public notifie à l'intéressé dans le mois à compter du jour du paiement, qu'il entend exercer cette action publique.

La notification a lieu par pli recommandé à la poste; elle est réputée faite le premier jour ouvrable suivant celui du dépôt fait à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 676

[C – 2011/14036]

20 JANUARI 2011. — Wet houdende uitvoering van het samenwerkings-akkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Met het oog op de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996;

2° verdrag : het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996.

Art. 3. Bepalingen in het bevrachtingcontract of vervoerscontract die de kostenverdeling vermeld in artikel 8 van het verdrag wijzigen zijn nietig.

Art. 4. De Koning kan bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen van de Federale Staat die voortvloeien uit het verdrag, inzonderheid deze opgesomd in artikel 4 van het samenwerkings-akkoord.

Art. 5. § 1. De inbreuken op de bepalingen van het verdrag, van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten, worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een geldboete van zeventwintig tot duizend euro, of slechts één van beide straffen, onverminderd de eventuele schadevergoeding.

De bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn toepasselijk op deze inbreuken.

§ 2. Onverminderd artikel 56 van het Strafwetboek mag de straf, in geval van herhaling binnen twee jaren te rekenen van de veroordeling, evenwel niet minder bedragen dan het dubbel van de straf die vroeger voor dezelfde inbreuk uitgesproken werd.

Art. 6. § 1. Bij het vaststellen van een van de in artikel 5 bedoelde inbreuken kan, indien het feit geen schade aan derden heeft veroorzaakt, en met instemming van de overtreder, een som geheven worden, hetzij onmiddellijk, hetzij binnen een door de Koning bepaalde termijn.

Het bedrag van deze som, dat niet hoger mag zijn dan het maximum van de geldboete die op die inbreuk staat, vermeerderd met de opdecimen, alsook de nadere regels inzake heffing, worden door de Koning bepaald.

§ 2. Door betaling vervalt de strafvordering, tenzij het openbaar ministerie binnen een maand, te rekenen van de dag van de betaling, de betrokkene in kennis stelt van zijn voornemen de strafvordering in te stellen.

De kennisgeving geschiedt bij een ter post aangetekende brief; zij wordt geacht te zijn gedaan de eerste werkdag na de dag van afgifte ter post.

Art. 7. § 1^{er}. Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée, il doit consigner entre les mains des fonctionnaires ou agents visés à l'article 9 de la présente loi une somme destinée à couvrir l'amende et les frais de justice éventuels.

§ 2. Le montant de la somme à consigner et les modalités de sa perception sont fixés par le Roi.

§ 3. Le bâtiment conduit par l'auteur de l'infraction est retenu, aux frais et risques de celui-ci, jusqu'au paiement de cette somme et justification du paiement des frais éventuels de conservation du bâtiment.

Si à l'expiration de six jours cette somme n'est pas payée, la saisie du bâtiment peut être ordonnée par le ministère public.

Un avis de saisie est envoyé au propriétaire du bâtiment dans les deux jours ouvrables.

Le bâtiment reste aux risques et frais de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie. La saisie est levée après justification du paiement de la somme à consigner et des frais éventuels de conservation du bâtiment.

§ 4. Si l'exercice de l'action publique entraîne la condamnation de l'intéressé :

1° la somme perçue ou consignée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée; l'excédent éventuel est restitué;

2° lorsque le bâtiment a été saisi, le jugement ordonne que l'Administration des Domaines procède à la vente du bâtiment à défaut du paiement de l'amende et des frais de justice dans un délai de quarante jours du prononcé du jugement; cette décision est exécutoire nonobstant tout recours.

Le produit de la vente est imputé sur les frais de justice dus à l'Etat, sur l'amende prononcée ainsi que sur les frais éventuels de conservation du bâtiment; l'excédent éventuel est restitué.

§ 5. En cas d'acquiescement, la somme perçue ou consignée ou le bâtiment saisi sont restitués; les frais éventuels de conservation du bâtiment sont à charge de l'Etat.

§ 6. En cas de condamnation conditionnelle, la somme perçue ou consignée est restituée après déduction des frais de justice; le bâtiment saisi est restitué après paiement des frais de justice et justification du paiement des frais éventuels de conservation du bâtiment.

§ 7. La somme consignée ou le bâtiment saisi sont restitués lorsque le ministère public décide de ne pas poursuivre ou lorsque l'action publique est éteinte ou prescrite.

Art. 8. § 1^{er}. Le Roi désigne les catégories de fonctionnaires chargés de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en application de l'article 4 de la présente loi.

Les fonctionnaires appartenant à l'une des catégories visées à l'alinéa 1^{er} sont chargés de l'application de l'article 6 de la présente loi pour autant qu'ils aient été individuellement désignés à cette fin par le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle ces agents ont leur résidence administrative.

Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire à des fonctionnaires, individuellement désignés à cet effet, qui appartiennent à l'une des catégories visées à l'alinéa 1^{er}.

Pour pouvoir exercer leurs attributions, les fonctionnaires avec la qualité d'officier de police judiciaire prêtent serment devant le procureur général du ressort de leur domicile, dans les termes suivants :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et de remplir fidèlement les fonctions qui me sont confiées. »

Les fonctionnaires appartenant à une des catégories reprises à l'alinéa 1^{er} constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est adressée au contrevenant dans les quinze jours qui suivent la constatation de l'infraction.

Art. 7. § 1. Indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en de voorgestelde som niet onmiddellijk betaalt, moet hij aan de in artikel 9 van deze wet bedoelde ambtenaren een som in consignatie geven bestemd om de eventuele geldboete te dekken.

§ 2. Het bedrag van de som die in consignatie moet worden gegeven en de nadere regels inzake heffing, worden door de Koning bepaald.

§ 3. Het door de overtreder bestuurde vaartuig wordt op zijn kosten en risico ingehouden tot deze som betaald is en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaringskosten van het vaartuig betaald zijn.

Wanneer na 6 dagen deze som niet is betaald, kan het openbaar ministerie de inbeslagname van het vaartuig bevelen.

Een bericht van inbeslagneming wordt binnen de twee werkdagen aan de eigenaar van het vaartuig gezonden.

Het risico en de kosten voor het vaartuig blijven tijdens de duur van het beslag ten laste van de overtreder. Het beslag wordt opgeheven nadat het bewijs wordt geleverd dat de som, die in consignatie moet worden gegeven en de eventuele bewaringskosten van het vaartuig betaald werden.

§ 4. Leidt de strafvordering tot veroordeling van de betrokkene :

1° dan wordt de geheven of in consignatie gegeven som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en op de uitgesproken geldboete; het eventueel overschot wordt terugbetaald;

2° dan wordt, indien het vaartuig in beslag genomen werd, bij het vonnis bevolen dat de Administratie van de Domeinen het vaartuig moet verkopen indien de geldboete en de gerechtskosten niet binnen een termijn van veertig dagen vanaf de uitspraak van het vonnis betaald werden; deze beslissing is uitvoerbaar niettegenstaande elk rechtsmiddel.

De opbrengst van de verkoop wordt toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten, op de uitgesproken geldboete en op de eventuele bewaringskosten van het vaartuig; het eventueel overschot wordt terugbetaald.

§ 5. In geval van vrijspraak wordt de geheven of in consignatie gegeven som of het in beslag genomen vaartuig teruggegeven; de eventuele bewaringskosten van het vaartuig vallen ten laste van de Staat.

§ 6. In geval van voorwaardelijke veroordeling wordt de geheven of in consignatie gegeven som teruggegeven na aftrek van de gerechtskosten; het in beslag genomen vaartuig wordt teruggegeven nadat de gerechtskosten betaald zijn en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaringskosten van het vaartuig betaald zijn.

§ 7. De in consignatie gegeven som of het in beslag genomen vaartuig wordt teruggegeven wanneer het openbaar ministerie beslist geen vervolging in te stellen of wanneer de strafvordering vervallen of verjaard is.

Art. 8. § 1. De Koning stelt de categorieën van ambtenaren vast die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op deze wet en van de besluiten genomen bij toepassing van artikel 4 van deze wet.

De ambtenaren, die tot een in het eerste lid bedoelde categorie behoren zijn belast met de uitvoering van het artikel 6 van deze wet voor zover zij daartoe individueel zijn gemachtigd door de procureur-generaal bij het hof van beroep van het rechtsgebied waar deze ambtenaren hun standplaats hebben.

De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie verlenen aan bij naam aangewezen ambtenaren die tot één van de categorieën uit het eerste lid behoren.

Om hun bevoegdheden te kunnen uitoefenen, leggen de ambtenaren met een mandaat van officier van gerechtelijke politie, in handen van de procureur-generaal van het rechtsgebied van hun woonplaats, de eed af in de volgende bewoordingen :

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk en het mij opgedragen ambt trouw waar te nemen

De ambtenaren die tot een in het eerste lid bedoelde categorie behoren stellen de inbreuken vast bij processen-verbaal, die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel. Een afschrift ervan wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding gezonden aan de overtreder.

§ 2. Les agents qualifiés ont accès aux locaux, terrains, navires et ont le droit de consulter les livres et documents professionnels des entreprises soumises à la convention, la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Ils ne peuvent toutefois pénétrer dans les locaux habités, que s'ils sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire et s'ils ont obtenu l'autorisation préalable du juge au tribunal de police; les visites dans les locaux habités doivent être effectuées entre huit et dix-huit heures, conjointement par deux agents au moins.

Ils peuvent vérifier ces livres et documents professionnels, en prendre sur place des copies ou extraits et exiger toutes explications à leur sujet.

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

Session 2010-2011

Chambre des représentants

Documents. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-853/1

Sénat

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 5-613/1. — Rapport fait au nom de la Commission, 5-613/2. — Décision de ne pas amender, 5-613/3.

§ 2. De bevoegde ambtenaren hebben toegang tot de lokalen, de terreinen en de vaartuigen. Zij hebben het recht de beroepsboeken en -documenten in te zien van de ondernemingen die onder de toepassing vallen van het verdrag, deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer zij met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie zijn bekleed en wanneer de rechter in de politierechtbank daartoe vooraf toestemming heeft verleend; de bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

Zij mogen deze beroepsboeken en -documenten nazien en ter plaatse afschrift nemen of een uittreksel vragen en allerlei nodige uitleg hierover eisen.

Art. 9. Deze wet treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

Zitting 2010-2011

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-853/1

Senaat

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 5-613/1. — Verslag namens de commissie, 5-613/2. — Beslissing om niet te amenderen, 5-613/3.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 677

[C — 2011/14035]

3 DECEMBRE 2009. — Accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, l'article 92bis;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 42;

Vu la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et approuvée par la loi du 19 juin 2008;

Considérant que les obligations résultant de la Convention relèvent en partie des compétences des Régions et en partie des compétences de l'Etat fédéral et qu'un accord de coopération entre les Régions et l'Etat fédéral est dès lors nécessaire;

L'Etat fédéral, représenté par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire d'Etat à la Mobilité;

La Région flamande, représentée par le Ministre-Président, le Ministre de l'Environnement et le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics;

La Région wallonne, représentée par le Ministre-Président, le Ministre de l'Environnement et le Ministre des Travaux publics;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre-Président, le Ministre de l'Environnement, le Ministre des Relations extérieures et le Ministre du Port de Bruxelles;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 677

[C — 2011/14035]

3 DECEMBER 2009. — Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, artikel 92bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 42;

Gelet op het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en goedgekeurd bij wet van 19 juni 2008;

Overwegende dat de uit het Verdrag voortvloeiende verplichtingen deels tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren en deels tot de bevoegdheid van de Federale overheid en bijgevolg een samenwerking tussen de Gewesten en de Federale Overheid noodzakelijk is;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-Président, de Minister bevoegd voor Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-Président, de Minister bevoegd voor het Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Openbare Werken;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-Voorzitter, de Minister bevoegd voor Leefmilieu, de Minister bevoegd voor Externe Betrekkingen en de Minister bevoegd voor de Haven van Brussel;